

Souveraineté nationale : Le piège politique de l'autonomie corse

Category: Actualités,Amérique du Nord,Europe de l'Ouest,Souveraineté
27 mai 2026



Adresse de Michel FRANCESCHI aux Parlementaires appelés à se prononcer sur l'autonomie de la Corse.

Depuis plus d'un demi siècle, un mouvement séparatiste corse trouble la vie politique du pays dans une atmosphère de Munich permanent, scandée par des flambées de violence culminant dans l'assassinat d'un préfet. En réponse, une succession de statuts particuliers de la Corse ont conduit à celui en vigueur de la Collectivité Territoriale de Corse, (CDC), dotée de larges pouvoirs dérogatoires. Mais l'engrenage des revendications ne s'est pas pour autant arrêté, aboutissant au projet en débat aujourd'hui, dit « *processus de Beauvau* », prônant une « *autonomie de plein droit et de plein exercice* », avec de surcroît un pouvoir législatif. Un Congrès du Parlement est appelé à se prononcer à une majorité des trois cinquièmes pour l'inscrire dans la Constitution.

Après un rappel succinct de la francité de la Corse, nous dénoncerons la nocivité de l'autonomie, et proposerons une sortie de crise par le haut.

Dans le cadre restreint de cette tribune, nous irons à l'essentiel sans tourner autour du pot dans ce débat engageant l'avenir du pays.

La francité de la Corse

Avant Nice et la Savoie, la Corse est française depuis le 30 novembre 1789, à la demande de ses députés à l'Assemblée Constituante l'accordant à l'unanimité dans l'euphorie d'une séance historique.

Au fil du temps, la Corse est ensuite devenue consubstantielle à la France.

D'abord par l'Histoire, à coups d'Empires, les deux napoléoniens et l'empire colonial, au sein duquel les Corses ont joué un rôle éminent dont a témoigné le grand Lyautey.

Consubstantielle à la France, ensuite, par le sang abondamment versé sans broncher sur tous les champs de bataille, au coude à coude patriotique avec tous les autres Français.

Consubstantielle encore par le sang mêlé. On ne compte plus les mariages mixtes Corses-Continentaux, comme l'atteste l'état civil.

Consubstantielle, enfin, par l'extraordinaire implication des Insulaires dans les affaires de la France, au point que d'aucuns ont insinué une colonisation occulte du pays. Paris et Marseille sont les deux plus grandes villes corses. Paris eut longtemps un maire insulaire. Jusqu'à nos jours, tout gouvernement a eu à cœur de comporter au moins un ministre corse.

Ajoutons la contribution reconnue des Corses au rayonnement de la France dans le monde, jusqu'à donner deux présidents de la république au Venezuela, après avoir autrefois longtemps armé la Garde pontificale de Rome. Dans les capitales de nos anciennes colonies, de puissantes amicales corses ont longtemps exercé leur forte influence locale, foi de témoin.

La francité de la Corse a connu son apothéose avec le sublime serment de Bastia, prononcé en 1939 en réplique aux visées annexionnistes de Mussolini : « *Face au monde, de toute notre âme, sur nos gloires, sur nos tombes, sur nos berceaux, nous jurons de vivre et de mourir français!* ».

Comment expliquer alors que nombre de Corses renient aujourd'hui la parole de leurs pères ? La réponse est complexe mais relève pour l'essentiel de la psychanalyse.

« *Lorsque les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir* » a écrit Rivarol. D'une intransigeante fierté, le Corse vénère la grandeur et méprise la faiblesse. Il avait trouvé l'épanouissement du destin de son île vénérée dans la Grande France initiée par Napoléon. Hélas, trois fois hélas, l'humiliant désastre militaire de 1940, plus dévastateur au plan psychologique que matériel, mit fin à une admiration passionnée et acta en fait dans les esprits la naissance du séparatisme insulaire. Le fossé ne cessa ensuite de se creuser au fil du déclassé ininterrompu de la France.

Puis le séparatisme fit tâche d'huile dans une proportion que l'on s'est toujours étrangement gardé de mesurer directement dans les urnes.

Circonstance aggravante, très engagés dans la colonisation les Corses ont été des victimes collatérales de la décolonisation. Sevrés de leur exutoire mondial, nombre d'entre eux en ont ressenti une amère nostalgie. L'esprit conquérant d'antan a dégénéré en mentalité casanière.

Puis, l'arrivée massive des Pieds Noirs en 1962, auxquels fut consentie une aide généreuse, provoqua un sentiment de frustration, voire de spoliation.

Et horreur et damnation aujourd'hui, une forte immigration, principalement continentale, s'ajoutant à une dénatalité record, vient de rendre minoritaires sur leur sol les intransigeants insulaires de souche. C'est ainsi que nombre d'entre eux ont poussé leur rancœur jusqu'à la haine de la France, « *I francesi fora* » ! (*Les Français dehors* !).

A l'ouverture du débat institutionnel sur la Corse au Parlement, la question fondamentale qui vaille est celle de la pertinence de l'autonomie de l'île comme solution à son particularisme et à ses graves problèmes. Nous avons la conviction que cette solution est néfaste et qu'il y a beaucoup mieux à faire.

L'autonomie, archétype de la fausse bonne idée.

« *La perversion de la cité commence par la fraude des mots* », selon Platon.

Il faut d'abord faire litière du dogme de l'insularité synonyme d'autonomie. L'insularité n'est qu'une donnée géographique ne conditionnant en rien le statut politique des habitants qui ne relève que de leur seul choix, comme en témoignent maints exemples dans le monde, dont le département français de Mayotte. En revanche, l'insularité oblige l'État à instaurer des mesures de « *continuité territoriale* » en compensation du handicap géographique. Force est d'admettre que jusqu'ici elles n'ont jamais été à la hauteur des besoins, contribuant à attiser les rancœurs contre l'État, faute politique à ne plus commettre.

La comparaison avec les îles italiennes autonomes voisines est fallacieuse. Séquelles des anciens royaumes absolus de Piémont-Sardaigne, de Naples et des Deux-Sicules, la conservation pour ces îles d'une autonomie de gestion lors de l'éclatement des monarchies impliquées était une nécessité indiscutable. Elles conservent d'ailleurs la nostalgie de l'indépendance d'antan.

Il importe ensuite, et surtout, de s'interroger sur la validité du projet de Beauvau.

Il est d'abord démocratiquement contestable. Initiateur et porteur du projet, le Conseil exécutif de Corse s'est bien gardé, allez savoir pourquoi, de solliciter l'onction de la population insulaire dans cette entreprise engageant pourtant son destin! Il ne peut arguer d'un empêchement constitutionnel de la consultation en raison de la jurisprudence du référendum local de 2003 relatif à la fusion des deux départements de Corse, dont le verdict n'a d'ailleurs pas été respecté. Il a abusivement spéculé sur son prétendu triomphe électoral l'ayant porté au pouvoir en 2021. Mais ce résultat n'est qu'un trompe-l'œil à l'examen objectif des chiffres officiels de la consultation. Les Autonomistes et Indépendantistes ont bien totalisé 67,97 % des suffrages exprimés, mais l'exceptionnelle abstention de 41,09 %, qui en dit long par elle-même, plus les 3,2 % de bulletins blancs et nuls, rabaisent le résultat à 40,04 % du corps électoral, très loin de l'indispensable majorité populaire pour un choix de destin. Il y a donc en fait une usurpation du pouvoir constituant, que nous avons entendu un humoriste qualifier d'exercice illégal de la politique.

Comble de mépris démocratique, la prévision dans le projet Beauvau d'un référendum local après adoption du Parlement est d'avance ressentie comme un humiliant placement des Insulaires devant le fait accompli.

Une et indivisible, la République n'admet pas d'y avoir un pied dedans et un pied dehors. La revendication de l'autonomie s'apparente en fait à une demande de privatisation politique de l'île de beauté, promise à une mafia aux aguets prête à la transformer en république bananière. La récente prise de conscience locale de la puissance de cette pieuvre conquérante s'est concrétisée par la fondation

courageuse, non pas seulement d'une, mais de deux associations anti-mafia. Alors est-il bien raisonnable de se priver de la pleine autorité régaliennne de l'État pour terrasser la bête immonde ?

Autre argument majeur contre l'autonomie, le droit à la différence appelle inéluctablement une différence des droits. Avec l'autonomie, la Corse, région la plus pauvre de France, perdrait l'assurance tous risques de sa vitale solidarité nationale, coupant ainsi d'elle-même la branche sur laquelle elle est assise !

Mais c'est sans doute au plan national que l'autonomie de la Corse pourrait révéler ses effets les plus pervers. L'inéluctable contagion à d'autres régions, déjà sur les rangs, dynamiterait l'unité du pays qui retournerait alors aux provinces du Moyen-Age. Que l'on sache, la Constitution de la France n'a pas du tout vocation à la transformer en auberge espagnole ouverte aux quatre vents des égoïsmes provinciaux.

Rappelons que la France est le sublime aboutissement de quinze siècles d'un subtil assemblage de provinces toutes fières de leurs particularismes. Le contexte religieux ayant présidé à l'accomplissement de ce chef d'œuvre historique autorise l'allégorie d'une France-Chapelet, dont les grains constitueraient les multiples terroirs du pays et le cordon les reliant l'unité de la Nation. Un seul grain s'en échappant, tout le chapelet se déviderait. C'est ainsi que par contagion l'autonomie de la Corse menacerait la sacro-sainte survie de la France en tant que Nation.

Pour toutes ces raisons s'ajoutant au vice démocratique d'origine du projet Beauvau, le Congrès du Parlement doit impérativement le rejeter en cas de procédure allant à son terme.

Pour autant, on ne sera pas sorti de l'auberge. C'est au plan national que se pose en réalité la seule question qui vaille. Aujourd'hui toutes les régions aspirent à une émancipation administrative, en remplacement d'un centralisme autrefois fédérateur mais devenu entravant. Place à l'esprit girondin ! S'impose d'évidence la vigoureuse relance d'une décentralisation authentique sans compromis frileux.

La régionalisation de la France

La grande question politique du moment ne doit plus concerner un énième statut particulier de la Corse mais porter sur un nouveau statut général de la France. Il importe de procéder à un profond aggiornamento de son administration générale par stricte application du principe de subsidiarité, cette sorte de pierre philosophale de l'harmonie des relations humaines. En bref,

ce qui peut être décidé à un niveau hiérarchique donné ne doit plus l'être à un tout autre échelon. Des énergies en jachère seront ainsi libérées dans l'intérêt général.

L'ensemble des Régions du pays doivent accéder à leur autogestion administrative, à l'exclusion bien évidemment des fonctions régaliennes, apanage inaliénable de l'État qui doit rester le gardien intransigeant du temple national. Dans ce creuset refondé d'une France revigorée, les fières et riches identités régionales pourront pleinement s'épanouir avec la garantie de l'État. De son côté, ce dernier doit saisir cette redistribution des pouvoirs pour affermir son autorité locale de contrôle, de péréquation et d'arbitrage. Il s'agira ainsi d'une sorte d'autonomie pour tous, mais dans la Liberté, l'Égalité et la Fraternité républicaines.

Cette espèce de révolution culturelle ne va pas manquer de rencontrer d'opiniâtres résistances. Il faudra certainement en passer par un référendum national donnant enfin aux Corses l'occasion de se prononcer directement sur leur destin. En raison de leur acquis ils devront bénéficier en la circonstance de la dérogation d'un choix entre trois options : l'adhésion, le statut quo ou un rejet qui acterait alors leur sortie définitive de la République. A eux de prendre toutes leurs responsabilités en connaissance de cause!

En définitive, honorables Parlementaires, vous êtes conviés à un rendez-vous de majesté avec la France. Vous avez une ardente obligation de vous montrer à la hauteur !

Michel FRANCESCHI

Le réarmement de l'Allemagne renforce la suzeraineté américaine sur l'Europe

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Armement,Europe de l'Ouest
27 mai 2026



Washington veut accélérer son retrait militaire de l'Europe pour se redéployer en Asie-Pacifique. L'Allemagne est en première ligne car elle abrite plus de 35000 militaires américains sur son sol. Berlin a d'ailleurs publié sa stratégie de défense visant à devenir la première puissance militaire conventionnelle du continent dès 2035. C'est la domination annoncée du premier vassal des Etats-Unis.

La tension entre Donald Trump et ses alliés de l'OTAN semble à son comble. Le Président américain n'a pas caché son intention de désengager ses forces du « vieux continent » pour les redéployer vers la Pacifique. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les pays de l'UE et leur voisin britannique se retrouvent démunis après avoir désinvesti dans leurs forces de défense depuis la fin de la Guerre froide. [Donald Trump vient d'annoncer le retrait de 5000 soldats \(près de 14% du total\) dans les mois qui viennent.](#) Il a présenté cette décision comme une mesure de rétorsion contre le Chancelier Merz - trop critique à ses yeux de l'offensive contre l'Iran. Le locataire de la Maison Blanche a d'ailleurs promis que d'autres bases américaines en Italie et en Espagne allaient subir des retraits. L'OTAN est même visée car Donald Trump maintient qu'il doute de l'intérêt pour son pays d'y rester... Et que les Européens doivent « apprendre à se défendre tout seuls ».

Plus de 80 ans se sont écoulés depuis la fin de la 2ème Guerre mondiale et l'annonce d'un réarmement important de l'Allemagne est - dans ce contexte - présentée comme la promesse d'une Europe plus forte. Le mois dernier a en effet marqué un tournant : c'est la première fois depuis la défaite de l'Allemagne nazie que Boris Pistorius (actuel ministre de la Défense) a présenté une « stratégie de défense » officielle. Les ambitions sont claires : la Bundeswehr doit devenir la première puissance militaire du continent dès 2035 en ce qui concerne les armes conventionnelles. Et accéder à une position dominante en 2039 dans la production de technologies avancées de défense... Les moyens ? Un investissement massif dans les missiles, un déploiement de l'IA pour les capacités militaires et l'augmentation des effectifs pour atteindre 460000 militaires en incluant les réserves (près de 20% de plus qu'aujourd'hui). Les armées françaises comptent - à titre de comparaison - 310000 personnels mobilisables. Le rôle des réserves est mis en avant comme un pont avec la société civile : c'est bien une

remilitarisation du pays, un tournant majeur de l'histoire allemande moderne.

Les réactions à cette stratégie officielle ont été diamétralement opposées. D'un côté, d'aucuns saluent le sens des responsabilités de Berlin pour préparer le désengagement annoncé des Américains. D'autres s'inquiètent d'un retour au nationalisme en Allemagne qui serait renforcé par une puissance militaire retrouvée. La lecture attentive du document présenté par Pistorius semble pourtant tracer les contours d'une stratégie bien différente. Loin d'être le signe d'un renforcement de l'indépendance européenne ni d'un retour des années les plus sombres du XXème siècle - [l'Allemagne cherche à imposer sa position de « premier vassal » du suzerain américain](#). Une phrase l'indique clairement : « L'OTAN doit devenir plus européenne pour rester transatlantique. » Berlin vise à devenir le centre névralgique de l'alliance, un « hub » logistique et stratégique au centre du continent tout en maintenant un lien fort avec les États-Unis. En d'autres termes : l'Allemagne se réarme pour consolider l'hégémonie américaine sur l'Europe.

Cette stratégie est parfaitement en ligne avec la vision de l'administration Trump vers un « OTAN 3.0 » selon le commentaire d'Elbridge Colby - le sous-secrétaire d'État à la Défense. Le Département de la Guerre américain a d'ailleurs annoncé travailler avec les Allemands pour soutenir cet effort. Nul doute que les commandes vont pleuvoir au profit du complexe militaro-industriel américain... Et une Allemagne bien armée doit permettre aux forces U.S. de se redéployer en Asie.

L'U.E. et son voisin britannique semblent tout faire pour maintenir leur position de vassaux face à Washington. Si les pays européens reconnaissent qu'il leur faut rattraper le désarmement irresponsable des dernières décennies, ils font preuve de zèle pour conserver les bonnes grâces de Washington. Malgré une situation économique très délicate, l'U.E. a approuvé un prêt énorme de 90 milliards d'euros au profit de l'Ukraine. L'objectif de Washington n'est pas tant de se désengager du « vieux continent » que d'imposer aux Européens un prix plus élevé pour leur « servitude volontaire ». De ce point de vue, la stratégie de Donald Trump s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs : détacher l'Europe de sa dépendance au gaz russe pour lui imposer son GNL (« gaz naturel liquéfié »). La stratégie de sécurité nationale U.S. publiée en novembre dernier le dit explicitement : la priorité absolue est d'asseoir la domination américaine sur l'approvisionnement énergétique.

Les offensives menées contre le Vénézuéla et l'Iran s'inscrivent dans cette visée et la guerre qui s'éternise en Ukraine sert les intérêts de Washington puisqu'elle rend les Européens encore plus dépendants. La Russie est d'ailleurs désignée par les stratèges allemands comme la première menace. En attendant, le complexe militaro-industriel américain profite d'une manne provenant de 1300 contrats signés avec 32 membres de l'OTAN.

Ludovic LAVAUCELLE

[Synthèse n°2697](#)

25/05/2026

Géopolitique : Chine - Etats-Unis, entre rivalité stratégique et cordialité forcée

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Asie Centrale,Asie Pacifique
27 mai 2026



Du 13 au 15 mai D.Trump a effectué une visite d'État en Chine. C'était aussi la première d'un président américain, neuf années après celle qu'il avait lui-même effectuée en 2017.

Au milieu de la prolongation de la guerre en Iran, à qui la Chine apporte un soutien économique et stratégique par ses achats détournés de pétrole, ses ventes de pièces d'équipements antiaériens sous couvert d'exportations duales, et son système de guidage missiles Beidou, la rencontre a clairement consacré - c'était l'un des objets de l'appareil, à l'attention de l'opinion chinoise et mondiale -, l'accession de la Chine au statut d'égal des États-Unis.

Au moment même où Vladimir Poutine que Xi Jinping a déjà rencontré plus de 40 fois, est attendu en Chine sous peu, le faste officiel de l'accueil de D.Trump a eu lieu au son des 21 coups de canon protocolaires par des cérémonies officielles réglées au cordeau dans un Pékin déserté dont l'avenue Chang An et la place Tian An Men avaient été fermées au public hormis la petite cohorte d'étudiants convoqués pour agiter en cadence et en sautillant des drapeaux chinois et américains.

Avant de mesurer l'impact concret de la visite commencée dès Washington par une déclaration

de D.Trump, ayant distillé une inquiétude à Taïwan en annonçant qu'il discuterait des ventes d'armes à l'Île avec Xi Jinping, il est utile de passer en revue l'évolution de la relation sino-américaine en même temps que la montée en puissance de la Chine depuis la rencontre en 1972, en plein chaos de la révolution culturelle, entre Richard Nixon et Mao.

Visites en Chine des présidents américains depuis 1972

On se souvient de Gerald Ford en 1975 qui rencontra Mao déjà très malade et Deng Xiaoping, trois mois avant sa destitution par Mao en avril 1976 qui décéda lui-même cinq mois plus tard ; de Ronald Reagan en 1984, visite d'État à la fois empreinte de défiance anticommuniste et de pragmatisme ; de Georges H.W Bush en février 1989, quatre mois avant la répression de Tian An Men ;

De celle de Bill Clinton, - visite d'État vue par Washington comme « *une réconciliation et une normalisation* » en juillet 1998, près de dix ans après le massacre de Tian An Men et un an et demi après le décès de Deng Xiaoping, artisan de la modernisation sans la liberté et porteur, depuis la fin des années 70, de l'idée du « *socialisme aux caractéristiques chinoises* », d'ouverture économique et de strict contrôle politique du pays par l'appareil toujours en vigueur aujourd'hui ;

Rappelons encore les quatre visites de Georges W. Bush fils, la première en 2001 à Shanghai pour l'APEC ; et les trois autres à Pékin, en 2002 marquée par une rencontre avec le très pragmatique Premier ministre réformateur Zhu Rongji ; en 2005, avec Wen Jiabao, à la fois admirateur du grand réformateur Hu Yaobang, mais très prudent dans la mise en œuvre des réformes réelles ;

La dernière visite de Bush fils eut lieu en novembre 2008, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des JO de Pékin où Bush fils rencontra à la fois le Président Hu Jintao et Vladimir Poutine. Onze ans après la disparition de Deng Xiaoping artisan de l'ouverture économie sévèrement contrôlée par l'appareil, le PIB de la Chine avait explosé à 4660 milliards de \$, quarante fois celui de 1972.

Encore handicapée par de profondes inégalités, la vieille Chine impériale avait néanmoins commencé à secouer la gangue moyenâgeuse dans laquelle elle était restée en partie engluée, même après les révolutions de 1911 et 1949.

Au passage, moins de deux années auparavant, premier signal du rapprochement stratégique opportuniste sino-russe à venir après le traité de bon voisinage de 2001 entre Moscou et Pékin, Poutine avait, lors de son discours à la conférence de Munich, le 10 février 2007, déjà souligné à quel point, seize années après l'effondrement du pacte de Varsovie en juillet 1991, l'expansion de l'OTAN vers l'Europe de l'Est, constituait une menace pour Moscou.

Il oubliait cependant que les anciens pays d'Europe de l'Est avaient majoritairement voté pour se rapprocher de l'Ouest - Union européenne et OTAN - par une série de référendums et d'élections commencées en 1997 qui se succédèrent jusqu'en 2003.

En parallèle des trois visites de Barack Obama, a surgi la crainte d'une menace chinoise

En novembre 2009, à Shanghai et Pékin, Obama rencontra le Président Hu Jintao, le premier ministre Wen Jiabao et le très conservateur président de l'ANP Wu Banguo, grand adversaire politique du réformateur pragmatique de Zhu Rongji.

C'est à cette époque, que, même chez les plus sinophiles, l'œil bienveillant de Washington à l'égard de la croissance chinoise commença à évoluer vers la perception d'une menace.

En 2014, à Pékin au sommet de l'APEC qui fut un apaisement en trompe-l'œil, passant sous silence les points d'achoppement majeurs dans le Pacifique occidental, en mer de Chine du sud et dans le détroit de Taiwan, devenu aujourd'hui une « ligne rouge », brandie sans esprit de recul par Xi Jinping

(Lire : <https://www.questionchine.net/l-apaisement-de-l-apec-et-les-hesitations-du-destin>).

Du 4 au 7 septembre 2016, à Hangzhou, lors des sommets simultanés de l'APEC et du G.20, où par contraste avec le faste officiel d'État déployé lors des visites de D.Trump en 2017 et 2026, l'appareil avait même omis de dérouler pour Obama le tapis rouge, contrairement au protocole officiel réservé aux autres invités.

Alors que le PIB de la Chine avait atteint 11 200 milliards de \$, la mauvaise humeur de la partie chinoise réagissait à la campagne présidentielle américaine entre D.Trump et Hillary Clinton, marquée par de continuelles attaques contre la Chine qui heurtèrent la sensibilité nationaliste du public chinois.

Il s'agissait, entre autres, des accusations de manipulations de la monnaie, de l'impérialisme agressif de la marine chinoise en mer de Chine du sud et autour de Taïwan, de la dénonciation des atteintes aux droits de l'homme ainsi que des nombreuses études sur la captation des secrets industriels qui provoquèrent un brutal recul de la bonne image de la Chine dans l'opinion américaine.

Enfin, alors que Joe Biden ne s'était rendu en Chine que lors de son mandat de vice-président, la dernière visite d'État d'un Président américain organisée avec faste fut celle de Trump, lors de son premier mandat du 8 au 10 novembre 2017.

Déjà, à cette époque, le Président américain en quête d'un « *deal* », avait adopté un ton de conciliation. Tranchant avec celui de la campagne, il avait couvert d'éloges le président chinois et, prenant à contrepied la plupart des commentateurs, il évita même de blâmer Pékin de tirer profit de son excédent commercial.

Quant à la Chine, elle avait promis d'abaisser ses droits de douane dans les secteurs bancaires, de l'assurance, de la finance et des véhicules automobiles.

*

Cette fois, en pleine guerre en Iran allié de la Chine qui donne à Pékin un puissant levier stratégique, après la violente guerre des droits de douane de l'été 2025, la riposte chinoise de

l'embargo sur les Terres rares et les restrictions de Washington frappant les hautes technologies, alors que les deux en quête « *d'un accommodement raisonnable* » sont convaincus de l'urgence d'éviter une escalade catastrophique des tensions, le contraste était total entre les amabilités flatteuses des bonnes paroles de Trump et le réalisme distant de Xi Jinping.

Dissonances et ambiguïtés

Le 14 mai, le jour même du départ de Trump dans un Pékin noyé dans la brume de Chine du nord et vidé de sa population, après un thé privé organisé par Xi en majesté dans la « *nouvelle cité interdite* » de Zhongnanhai, résidence opaque des dirigeants chinois depuis 1949, aux portes frappées de la calligraphie de Mao, « *Wei Renmin Fuwu – 为人民服务- Pour servir le peuple* » - à 500 m à l'ouest du Mausolée du Grand Dirigeant, eut lieu un exemple frappant des dissonances du voyage que Trump rêvait comme « *l'occasion de retrouvailles entre deux vieux amis.* »

L'appareil chinois est en effet resté muet après les déclarations de Trump à Fox News selon lesquelles Xi Jinping qui se serait engagé à ne pas fournir d'équipements militaires à l'Iran, aurait aussi proposé d'aider à dégager le détroit d'Ormuz.

En marge du dîner de gala, alors que Pékin et Washington étaient déjà tombés d'accord sur la nécessité de libérer détroit d'Ormuz, Wang Yi le ministre des Affaires étrangères assis à côté de son homologue Marco Rubio, avait au demeurant sèchement répété l'appréciation de l'appareil sur les responsabilités de l'Amérique.

Il l'a fait, sans cependant dire un mot ni de l'arrière-plan hautement déstabilisant pour la région et le monde du terrorisme de Téhéran, ni sur ses projets d'arme nucléaire et sur son ambition mortelle d'éradiquer Israël de la carte.

« Il faut instaurer un cessez-le-feu et mettre fin aux hostilités. La sagesse chinoise ancestrale nous enseigne que les armes sont des instruments redoutables et ne doivent pas être utilisées sans discernement. Aujourd'hui, le Moyen-Orient est ravagé par les flammes ».

« Cette guerre n'aurait jamais dû avoir lieu ; elle ne profite à personne. L'histoire du Moyen-Orient a toujours démontré au monde que la force n'apporte aucune solution et que les conflits armés ne font qu'attiser la haine et engendrer de nouvelles crises. Une fois encore, la Chine appelle à un arrêt immédiat des opérations militaires afin d'éviter une escalade incontrôlée de la situation et d'empêcher que le conflit ne s'étende. »

Une autre dissonance majeure est apparue dans le contraste des discours, au cours desquels Xi Jinping a, au passage, rappelé au président américain que son pays n'était indépendant que depuis 250 ans, quand l'histoire chinoise était vieille de 5000 ans.

Quand D. Trump ne tarissait pas d'éloges sur lui-même et sur son « *ami Xi Jinping* » qu'à la grande satisfaction du public chinois il qualifia, comme il le fit pour lui-même, de « *Grand dirigeant* », le Président chinois rappela les tensions et les risques de conflit.

Opportunément, il retourna comme une chaussette à l'intention de D.Trump, les inquiétudes du politologue américain Graham Allison qui, en 2017, mettait déjà en garde ses compatriotes

contre l'obsession américaine de la compétition pour le magistère mondial et les risques d'un emballement fatal du « piège de Thucydide »

(<https://www.questionchine.net/du-devisement-du-monde-au-piege-de-thucydide>)

« *La Chine et les États-Unis peuvent-ils surmonter le « piège de Thucydide »* “ 中美能不能跨越‘修昔底德陷阱’ et créer un nouveau paradigme pour les relations entre grandes puissances 开创大国关系新范式 ? »

« *Peuvent-ils se concentrer sur le bien-être des peuples des deux pays et sur l'avenir de l'humanité, 能不能著眼两国人民福祉和人类前途命运 et bâtir ensemble un avenir prometteur 美好未来 pour leurs relations bilatérales ?* »

Enfin, une sévère rupture des illusions d'harmonie diffusées à jets continus par D. Trump est survenue à propos de Taïwan, non pas lors des discours publics, mais au cours d'une des rencontres à huis clos.

Rapportée par un témoin, elle a été répétée à l'envie par les commentateurs, quand bien même elle n'indique aucun changement dans la position chinoise qui, depuis 1949 et malgré les évolutions politiques dans l'Île, considère qu'il n'existe « *qu'une seule Chine* » et que les deux devront être réunifiés sans faute d'ici 2049, centième anniversaire de la prise de contrôle de la Chine par le PCC.

« *La question de Taïwan est la plus importante dans les relations sino-américaines. Si elle est bien traitée, 理得当 les relations entre les deux pays resteront globalement stables 能保持稳定. Si elle est mal traitée, les deux pays pourraient se heurter 碰撞 directement et même entrer en conflit 冲突* »

De très maigres résultats commerciaux et la persistance des tensions stratégiques

Concrètement le bilan commercial du voyage est resté très en-dessous des espérances, malgré la présence des grandes figures industrielles et technologiques de Boeing, Apple, Tesla, N'Vidia, et Meta. Pas d'avancée sur la vente à la Chine de microprocesseurs de très grande finesse, malgré la présence de Jensen Huang, PDG du géant N.Vidia ; Et seulement 200 Boeing commandés contre 300 lors de la visite de Trump en 2017.

Une des seules notes positives fut un succès par défaut. Les deux se sont mis d'accord pour continuer à respecter leur trêve commerciale conclue après l'avalanche des taxes douanières en 2025. A cet effet, ils ont mis sur pied un mécanisme dit « *Board of Trade* » destiné à gérer la réduction progressive des droits de douane et suivre les engagements d'achat de part et d'autre.

Dans le secteur agricole, que les deux voient comme un domaine non sensible moteur possible de relations apaisées, Pékin s'est engagée à importer 25 millions de tonnes de soja en plus des 12 millions de tonnes déjà prévues.

En même temps, Washington espère que les achats chinois de produits agricoles s'élargiront de manière significative vers le maïs, le blé et la viande de porc. Sur ces secteurs Pékin a accepté de faire un geste, accordant des prolongations aux licences d'importation des abattoirs et des groupes américains conditionnant la viande bovine.

*

Sur les contentieux stratégiques majeurs de l'Iran et de Taiwan, le voyage qui a mis d'accord Washington et Pékin sur les urgences d'Ormuz et de la paix en Iran, a aussi fait surgir une ambiguïté à propos de la situation dans le détroit de Taiwan..

Confirmant publiquement depuis Pékin l'ancienne position de Washington bien connu des Taïwanais et acceptée par eux affirmant que l'Amérique ne viendrait pas au secours de l'Île « très éloignée des côtes américaines », si elle déclarait l'indépendance sans avoir été attaquée, D.Trump a aussi initié au moins un retard sinon un blocage de la validation des récents contrats de ventes d'armes destinés à l'Île.

Le glissement supposé ou réel a touché un nerf sensible dans l'actuel gouvernement de l'Île qui fait remarquer que l'abandon des ventes d'armes contreviendrait au Taiwan Relation Act, (1979). Disposition de droit interne validée par le Congrès en même temps que la reconnaissance de la Chine par Washington, le décret stipule que la Maison Blanche est tenue de fournir à Taipei les moyens de se défendre contre une agression chinoise.

La crainte d'un « Deal » *促进 le développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit 海峡两岸关系的和平发展 ; et de permettre aux générations futures de partager un avenir radieux et prometteur. 使子孙后代能够共享一个光明美好的未来. »*

La crainte d'un « Deal »

L'autre inquiétude taiwanaise qui monte, s'angoisse que D.Trump inquiet du prolongement de la guerre en Iran pourrait demander à Pékin de jouer les médiateurs auprès de Téhéran en échange d'un assouplissement en faveur de la position de Washington à propos de Taiwan.

Dans l'Île, alors que secrétaire d'État Marco Rubio, prenait la parole pour affirmer que sur Taiwan la position de Washington restait inchangée, en substance « Tout ce qui obligerait ou imposerait par la force un changement à l'actuel statuquo serait problématique. », le Bureau des Affaires continentales, minimisait les conséquences de la rencontre, en rappelant que les déclarations de Pékin à propos de Taiwan n'étaient pas nouvelles.

En même temps, sur le même thème que la porte-parole du gouvernement Michelle Lee 李慧芝, le n° 2 du Bureau des Affaires continentales Liang Wen-chieh 梁文傑, soulignait que « *le plus grand risque menaçant la paix dans le Détroit était l'intimidation militaire de la Chine par l'incessant déploiement d'avions et de navires militaires qui harcèlent Taïwan.* » (...)

(...) Il ajoutait que « *si Pékin voulait que Washington cesse de vendre des armes défensives à Taïwan, il devrait cesser d'intimider militairement l'Île* »

Il reste qu'aujourd'hui le Président Lai Qing De pour qui la situation se complique, est aux prises avec une partie de l'opinion et un parlement hostile qui, sans être favorables à une

réunification avec le Continent est de plus en plus en phase avec le discours de Pékin répétant que les ventes d'armes à l'île sont des provocations pouvant mettre le feu aux poudres.

C'est notamment le discours de Cheng Li-wun, la nouvelle présidente du KMT qui, à contrecourant de l'histoire des héritiers de Tchang Kai-chek, vient d'être reçue à Pékin par Xi Jinping. Ce dernier, heureux de l'aubaine surgie des querelles internes taïwanaises, a saisi la balle au bond, ouvrant selon lui, la perspective d'une réunification en douceur :

« *Les dirigeants de nos deux partis se rencontrent aujourd'hui afin de préserver 维护 la paix et la stabilité 和平稳定 de notre patrie commune 共同家园 ; de promouvoir 促进 le développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit 海峡两岸关系的和平发展 ; et de permettre aux générations futures de partager un avenir radieux et prometteur. 使子孙后代能够共享一个光明美好的未来. »*

(Lire notre article <https://www.questionchine.net/en-chine-cheng-li-wun-accuse-lai-qing-de-de-fomentier-la-guerre-et-celebre-la-paix-d>)

Editorial de **François DANJOU**
Source [questionchine.net](https://www.questionchine.net)
17 mai 2026

Source photo bandeau : Pixabay

[Résistance : Annie Almand, mourir sans jamais parler](#)

Category: 1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Extraits de bulletin
27 mai 2026



En cette période de déséquilibre mondial où il est permis de douter de la nature humaine, il est bon d'évoquer la mémoire d'êtres qui, même s'ils n'ont pas accompli ces actes qui font les manuels d'histoire, par leur exemple de constance dans le courage, « remettent les pendules à l'heure ».

Annie Almand fut l'un d'eux, de ceux qui résistèrent à la torture pour ne pas mettre en danger leurs compagnons de lutte.

Le 30 juin 1944, Annie Almand a 23 ans. C'est une belle jeune femme au visage fin, au regard droit et intelligent, professeur de Latin, grec, français au collège de Lure (Haute-Saône). Elle apporte à la prison de Dijon un colis pour son frère Edouard, incarcéré par les Allemands pour ses activités de résistance (dans le réseau Marco qui sera plus tard affilié au SR Kléber). Pour lui, sa sœur est devenue une précieuse auxiliaire.

Dans le colis est dissimulée une lime. Celle-ci découverte, Annie est immédiatement arrêtée et inculpée de complicité.

Elle mourra dès son retour de Ravensbrück, le 23 juin 1945, mais aura le temps de raconter à sa famille les étapes de son calvaire, et son frère, lui aussi rescapé des camps, retranscrira fidèlement son témoignage.

Dès son arrestation, elle est interrogée par la Gestapo « 20 juin 1944.

[...]

Marie GATARD

Administratrice de l'AASSDN

Revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN - n°274 - Mars 2026

Découvrez l'extract de la revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN n°274 [en cliquant ICI](#).

Vous souhaitez acheter la revue n°274 traitant le thème de l'intégrité ? Rendez-vous directement dans la boutique de notre site [en cliquant ICI](#).

[Ukraine-Russie : L'heure des bilans](#)

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités

27 mai 2026



Cimetière des combattants ukrainiens

Après quatre ans de guerre, l'heure des bilans s'annonce sévère bien que ceux ci soient différenciés. C'est avec beaucoup de peine que j'ai rédigé cet article. D'abord, en qualité de Consul général de France à Kiev (URSS), puis comme premier Ambassadeur en Ukraine en 1991, j'ai assisté, en direct, à la réalisation d'un rêve séculaire du peuple ukrainien. Accéder à l'indépendance. Celle-ci a été obtenue, non sans difficulté mais sans effusion de sang, comme je le relate dans mon ouvrage publié chez Flammarion, « Journal du premier Ambassadeur de France à Kiev ». La paix injuste mais nécessaire qui s'annonce donne une vague idée de l'immense gâchis. Ensuite, en qualité de

diplomate, j'ai pu mesurer au fil des jours l'effacement de notre diplomatie dont les « coups de com » à usage domestique ne leurrent aucunement nos partenaires et encore moins nos adversaires.

La communication n'est pas de la diplomatie. La suppression, à défaut de le réformer, du corps diplomatique, exception française, est une erreur grave dont on mesurera la portée trop tard, quand le mal sera fait, tout comme, par exemple, après avoir laissé se déliter notre industrie nucléaire. (Les soudeurs notamment, élément essentiel à la sûreté nucléaire, font désormais cruellement défaut et nous sommes devenus incapables de remédier rapidement à cette carence). La dissolution du corps diplomatique, se traduira demain par une perte de mémoire collective, alors que celle-ci semble déjà nous manquer.

1. Bilan dramatique pour Kiev

- Les pertes humaines, encore difficiles à recenser, sont de l'ordre du million de victimes, mortes au combat ou blessés ou traumatisés, durant les bombardements russes sur les villes. Les déplacés à l'intérieur et hors d'Ukraine se comptent par millions. Une économie dévastée, tant au niveau des infrastructures particulièrement visées par les bombardements russes, de l'industrie que de l'agriculture avec les champs de mines.
- Des finances proches de la banqueroute et de surcroît gangrenées par une corruption endémique.
- Un territoire amputé. Quelle que soit la solution retenue, Kiev, sauf coup de théâtre, devrait entériner la perte, plus ou moins définitive, selon la formule retenue, cessez le feu ou accord de paix, de près de 20 % de son territoire dont la Crimée et tout ou partie du Donbass.
- Une société traumatisée qui devra affronter une crise politique et morale majeure sur le thème de l'injustice. Les soldats, de retour du front, sans avoir capitulé, après s'être battus avec une bravoure qui ne peut que susciter l'admiration, pourraient légitimement nourrir un sentiment d'amertume à l'égard des plus de deux millions de jeunes qui ont fui, souvent avec l'accord du gouvernement, leurs obligations militaires. C'est donc à une crise d'envergure qu'il faut se préparer à affronter dans ce pays qui, contrairement aux présentations idylliques de certains de nos médias, n'a pas atteint un niveau de démocratie réelle. Les risques de propagation ne sont pas à négliger. Des garanties de sécurité très incertaines devraient assurer que de tels événements ne se reproduisent.... Sans ratification par le Congrès des États-Unis et sans réarmement - réel - de l'Europe, ces garanties seront aléatoires. L'absence de dispositifs analogues à ceux de l'article 5 de l'OTAN rendrait illusoire la valeur des engagements souscrits.
- Le phénomène essentiel est qu'une Ukraine nouvelle consciente de ses destinées s'est forgée dans le sang et dans la résistance. Elle pourrait réserver de bonnes surprises. L'impasse faite par les dirigeants ukrainiens mais également français sur la réélection possible de D. Trump a également son coût. Il est élevé. Une diplomatie avisée aurait dû ménager les deux options durant la campagne électorale comme cela est de tradition et admis aux États-Unis. Si la responsabilité de la Russie est incontestable, celle de ceux qui n'ont pas su anticiper, prévenir ni arrêter, tant qu'il en était encore temps, ce désastre,

feront l'objet d'études de la part des historiens....

2. Bilan consternant pour l'UE

Les pays constituant l'Union européenne n'ont globalement pas souffert de manière dramatique de cette crise en Europe.

[...]

Hugues PERNET

Premier ambassadeur de France en Ukraine

Revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN - n°274 - Mars 2026

Découvrez l'extract de la revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN n°274, dans son intégralité, [en cliquant ICI.](#)

Vous souhaitez acheter la revue n°274 traitant le thème de l'intégrité ? Rendez-vous directement dans la boutique de notre site [en cliquant ICI.](#)

Comment l'Europe a financé les 184 Mds \$ d'armes américaines depuis 2022 ?

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Armement,Europe de l'Ouest,Union Européenne
27 mai 2026



La Defense Security Cooperation Agency (DSCA) fait partie du ministère de la Guerre américain et publie les autorisations d'exportations d'armes. Les dates d'agrément des ventes diffèrent parfois significativement de celles de décaissement des fonds et de livraison des marchandises. La première représente néanmoins un indicateur avancé. L'accent fut mis sur l'insuffisance des dépenses européennes d'armement dès le premier mandat du président Trump.

Les pays européens (Royaume-Uni compris) n'en avaient acheté que 8 milliards par an aux États-Unis en 2017 et 2018. Le sommet de l'OTAN en 2018 entraîna un changement de comportement. De 2019 à 2021, les importations européennes doublèrent, passant à 15 milliards par an. Sur les 60 milliards de ventes américaines entre 2017 et 2021, le Royaume-Uni représentait le premier client (23 %), suivi par l'Italie (14 %), la Norvège (7 %), l'Allemagne et la Suède (5 %).

Les pays européens commandèrent massivement de l'équipement dès les prémices d'une possible opération militaire russe, fin 2021. Leurs intentions d'achat ne firent que croître avec le développement du conflit russo-ukrainien. Entre novembre 2021 et janvier 2026, la DSCA a autorisé pas moins de 184 milliards de dollars de ventes à l'Europe, une hausse de plus de 340 %. À titre de comparaison, les exportations d'armes russes dans le monde entier ont représenté 27 milliards sur la même période. Les commandes européennes n'étaient pas toutes liées à l'Ukraine puisqu'elles comprenaient par exemple des frégates pour la Grèce (9,4 milliards) ou des catapultes électromagnétiques pour le futur porte-avions français (1,32 milliard). Une partie des importations européennes a pu être donnée à des achats directs ukrainiens ne comptabilisant pas les donations américaines enregistrées dans un autre circuit. Depuis le

mois de juillet 2025, les États-Unis ont autorisé principalement la fourniture de services de maintenance à l'Ukraine, à hauteur de 1,2 milliard de dollars.

Sur les 184 milliards d'armes acquises par les Européens, 38,4 correspondent à de nouveaux avions ou à la mise à jour de flottes existantes de F-35 (24,5 pour l'Allemagne, la Grèce, la Pologne et la République tchèque), F-16 (10,3 en Bulgarie, Belgique, Turquie, Roumanie, Pologne et Ukraine) et Orion (1,8 pour le Danemark). La Pologne (9,75) et la Roumanie (2,5) se sont procuré le matériel lourd (chars Abrams). 28,3 milliards ont été investis dans des hélicoptères par la Pologne, l'Allemagne, la Norvège et la Grèce. Les achats de missiles et des systèmes associés ont atteint 77 milliards (28 de Patriot ; 14,2 d'AMRAAM ; 12,9 de HIMARS ; 12,8 de missiles divers (Tomahawk, Hellfire, Jagm, Stinger) ; 2,5 d'AARGM-Ers ; 3 d'AGM 158B ; 2 de Javelin et 1,6 de Sidewinder). Les États-Unis ont aussi vendu 28,5 milliards de matériels variés. Les principaux bénéficiaires de ces contrats sont les fabricants Lockheed Martin (49 milliards), et Raytheon (24 milliards) et des partenariats entre ces deux sociétés (38 milliards).

[...]

Jean-Sébastien FEGER

Economiste.

Auteur de « la divergence T2 » sur les politiques monétaires et les déséquilibres des soldes Target 2 dans la zone euro.

Revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN - n°274 - Mars 2026

Découvrez l'extrait de la revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN n°274 [en cliquant ICI](#).

Vous souhaitez acheter la revue n°274 traitant le thème de l'intégrité ? Rendez-vous directement dans la boutique de notre site [en cliquant ICI](#).

Géopolitique : En Europe, la pression des peuples

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Union Européenne
27 mai 2026



Sans préavis public, brusquement, les Européens sont à la recherche d'un médiateur, ou d'une médiatrice, pour reprendre langue avec les Russes - pour peser enfin sur la solution du conflit en Ukraine - le seul qui soit à leur portée.

« *Ce ne sont pas les pierres mais les hommes qui constituent le vrai rempart des cités* ». Nicolas Baverez cite Périclès pour engager l'Europe à sortir de son vide politique, à « *renoncer aux illusions de la sortie de l'histoire* » pour « *affronter les réalités du XXI^e siècle* », en s'appuyant sur « *les grandes nations qui la composent* » (1). Il sait aussi cette Europe aujourd'hui encaimée, sans avoir trouvé « *la possibilité de s'accorder sur un nouveau projet pour le continent* » - nous l'avons dit ici il y a quelques jours (2). Il sait encore que nous entrons, sous le double effet des guerres, en Ukraine, qui déchire le continent, et en Iran, « *alors qu'elle se tient en retrait des opérations militaires* » américaines, « *dans un nouvel âge des empires* ». Ceci alors que, « *traumatisme inouï* », l'Amérique, qui l'abandonne, « *voit sa population diminuer, les capitaux se détourner et la dédollarisation s'amplifier* ».

Oui, il le sent et le sait, les choses peuvent et doivent bouger pour cette Europe qui peut être à nouveau « *le refuge des principes de 1945 qui firent le succès des États-Unis et de l'Occident : le libéralisme ; le respect de la souveraineté des nations ; le multilatéralisme* ».

Et, en effet, les choses bougent.

Sans préavis public, brusquement, les Européens sont à la recherche d'un médiateur, ou d'une médiatrice, pour reprendre langue avec les Russes - pour peser enfin sur la solution du conflit en Ukraine - le seul qui soit à leur portée. C'est le président finlandais Alexander Stubb qui le confie au *Corriere della Sera* (3) : « *Oui, il est temps d'entamer des discussions avec la Russie*

(...). Nous avons évoqué avec les dirigeants européens la question de savoir qui établira le contact, mais nous n'avons pas encore de réponse définitive. Le plus important est que tout soit coordonné entre nous, notamment entre les pays du groupe E5 (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Pologne) et les pays nordiques et baltes, qui sont frontaliers ».

Alexander Stubb - qui pourrait être ce médiateur - n'est pas seul porteur de l'idée. Il a été précédé par le président du Conseil, le portugais Antonio Costa, nous dit le *Guardian* britannique : « Cette semaine, le président du Conseil européen, António Costa, a déclaré qu'il estimait que l'UE avait la possibilité de négocier avec la Russie et de discuter de l'avenir de l'architecture de sécurité en Europe » - enfin. Et encore, relayé par Euronews (4) : « Je discute avec les 27 dirigeants nationaux afin de déterminer la meilleure façon de nous organiser et d'identifier ce dont nous devons effectivement discuter avec la Russie lorsque le moment sera venu de le faire », a précisé Costa à Florence, en Italie ». Le sujet a été de nouveau abordé lundi 11 mai lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Bruxelles.

Avec l'appui de la Finlandaise Elina Valtonen (« Nous devons nous décider ») et de l'Italien Antonio Tajani qui a déclaré que « l'UE n'était "pas en guerre" avec la Russie et qu'il était "important" de faire partie des négociations en cours ». Pendant que « l'Autrichienne Beate Meinel-Reisinger a noté qu'il était temps pour les Européens de devenir des participants actifs à travers leur propre équipe ». Le plus étonnant est que Kaja Kallas, l'estonienne qui joue le rôle de haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, invariablement opposée à tout dialogue avec la Russie, considéré comme « humiliant », s'est dite prête à réfléchir à « ce dont nous voulons parler à la Russie et sur nos lignes rouges » après un accord collectif (4).

Sans surprise, les pays Baltes (et la Suède) sont très réservés. « "La Russie doit être repoussée en Russie", a ainsi déclaré l'Estonien Margus Tsahkna ».

Mais bien sûr, après l'échec du conseiller du président français, Emmanuel Bonne, le 3 février dernier - il s'est vu opposer une fin de non-recevoir par le Kremlin (5), c'est en Allemagne que le sujet a fait explosion. Pourquoi ? Parce que Vladimir Poutine en personne a répondu directement le 9 mai à une question posée par la chaîne de télévision Zvezda (6) : « Monsieur le Président, nous savons qu'il existe une « coalition des volontaires » soutenant Kiev et l'Ukraine, mais il semble également qu'une autre « coalition des volontaires », de plus en plus importante - voire réapparue - souhaite rétablir les contacts avec la Russie. Le président du Conseil européen l'a évoqué hier, ajoutant qu'ils recherchent un candidat idéal pour représenter l'Europe dans ces échanges. Question : Qui préféreriez-vous personnellement pour les négociations ? Pensez-vous qu'il reste encore des hommes politiques pragmatiques en Europe occidentale avec lesquels un dialogue est possible ? ».

Réponse de Vladimir Poutine : « Personnellement, je préférerais l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder. Sinon, les Européens devraient choisir un dirigeant en qui ils ont confiance, quelqu'un qui n'a pas dénigré la Russie. Nous n'avons jamais fermé la porte aux négociations. Ce n'est pas la Russie qui a refusé le dialogue, ce sont nos partenaires ».

Tempête dans la presse allemande, si l'on en croit *Courrier international* (7). Du *Spiegel* à *Die Zeit*, en passant par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Gerhard Schröder, l'ancien chancelier qui a été, après avoir cédé sa place à Angela Merkel (novembre 2005), président du consortium germano-russe pour la construction et l'exploitation du gazoduc Nord Stream, est considéré

comme « *l'homme de Poutine* » : « *Il ne peut donc être un médiateur neutre ni entre Kiev et Moscou, ni entre l'Europe et la Russie* ». Bien que, ajoute *Courrier international*, « *certains membres du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) ont salué la proposition* ». Et que l'on sache que le sujet divise l'opinion comme les industriels allemands qui ont besoin de l'énergie russe - des prix du gaz russe.

Tempête aussi dans l'opinion allemande et pour le chancelier Merz, qui est en très mauvaise posture, critiqué pour son bilan économique et sanctionné dans les sondages : **la CDU affichait au 12 mai un retard de cinq points sur les conservateurs de l'AfD** (*Alternativ für Deutschland*), avec 23% des suffrages contre 28% à l'AfD (8) - l'institut INSA donne l'évolution des partis allemands depuis 2012, un coup d'œil suffit. A ce point, nous dit *le Spiegel*, relayé par TASS (9), que l'on envisagerait comme médiateur un duo entre le président allemand, Walter Steinmeier, et Gerhard Schröder - « *une option qui pourrait être intéressante* » pour *le Spiegel*.

Conserver un médiateur allemand, donc, écarter les Français comme les Italiens pour garder la main. « *Le simple fait que les autorités allemandes se demandent qui pourrait jouer le rôle de médiateur dans le dialogue entre l'UE et la Russie « montre à quel point la pression est forte » dans le contexte de la crise ukrainienne et des efforts visant à mettre rapidement fin au conflit, a souligné le magazine* » (9).

C'est qu'en Allemagne comme ailleurs en Europe, Nicolas Baverez a raison, la pression des opinions sur les politiques au gouvernement de leurs pays respectifs est très forte. On sait la bérézina de Keir Starmer aux élections locales au Royaume-Uni (10), suivie de la fronde de quelque 70 (sur 403) députés travaillistes et par le lâchage de plusieurs ministres qui demandent sa démission. C'est Nigel Farage (Reform), le promoteur du Brexit, qui ne souhaite pas « *embêter l'ours russe* », qui ramasse la mise. Les électeurs ont sanctionné l'immigration sauvage (200 000 clandestins en plus), le marasme économique (endettement du pays à 106% du PIB), la violence dans les rues.

Voyons l'Espagne, nous dit Nicolas Baverez (1), où « *le maître tacticien Pedro Sanchez se trouve rattrapé par son absence de stratégie et par les difficultés structurelles de son pays* », avec un PIB qui stagne depuis 2019 et « *le choix d'une immigration de masse* » qui déstabilise le pays. Voyons même l'Italie, où Giorgia Meloni, qui, après un vrai succès, est en difficulté : « *La coalition des droites se trouve prise en tenailles entre la mobilisation de la société civile et la création d'un nouveau parti d'extrême droite, Futuro Nazionale, dirigé par le général Roberto Vannacci* ». Et si nous regardons la Roumanie, nous voyons un gouvernement imposé par l'UE être jeté à terre le 5 mai dernier. En Hongrie, celui qui a détrôné Viktor Orbán, Peter Magyar, ne semble pas être l'europhobe que souhaitait Bruxelles - après tout, il vient du même parti que celui qu'il a détrôné.

Quant à la France, écrit encore Nicolas Baverez, sévère, « *Emmanuel Macron est discrédité en France comme dans le monde pour avoir ravalé notre pays au rang d'homme malade de l'Europe* ». Chômage en hausse, constatons-nous en effet, plus de 5,7 millions selon France Travail (catégories A, B et C), dette à 3 500 milliards, institutions paralysées depuis la dissolution voulue par le président Macron, immigration non régulée, violences quotidiennes.

De fait, en dépit d'une presse détenue par des actionnaires qui soutiennent les vieux mantras

des gouvernants actuels, les gouvernés s'en détournent. Non pas pour rééditer l'expérience des années trente, épouvantail fasciste qu'on leur agite sans désespérer, mais pour se retrouver une raison d'être dans le respect de la souveraineté des nations et dans un projet cohérent qui fonctionne pour le continent tout entier. Pour les politiques, rien de simple, une mise en cause violente, pression internationale et pression intérieure des citoyens, de leurs électeurs, aidant.

Mais pour le début d'une renaissance européenne, une lueur au bout du tunnel.

Hélène NOUAILLE

13 mai 2026

La lettre de Léosthène

n°1995/2026

<http://www.leosthene.com>

Notes :

(1) *Le Figaro*, le 9 mai 2026, Nicolas Baverez, « *L'Europe entre chance historique et vide politique* »

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nicolas-baverez-l-europe-entre-chance-historique-et-vide-politique-20260509>

(2) Voir Léosthène n° 1994 du 7 mai 2026, *Où est le nouveau normal européen ?*

(3) *Corriere della Sera*, le 11 mai 2026, Paolo Valentino, *Stubb: «L'Europa parli con Putin. Noi e gli Usa? Un rapporto difficile, ma possiamo collaborare»*

https://www.corriere.it/esteri/26_maggio_11/alexander-stubb-finlandia-putin-intervista-ae9e981c-8a2b-4cf2-9377-33493d5daxlk.shtml

(4) Euronews, le 12 mai 2026, Jorge Liboreiro et Serge Duchêne, *"Nous devons nous décider" : l'UE reste divisée sur les négociations directes avec la Russie*

<https://fr.euronews.com/my-europe/2026/05/12/nous-devons-nous-decider-lue-reste-divisee-sur-les-negociations-directes-avec-la-russie>

(5) *Le Monde*, le 5 février 2026, Philippe Ricard, *Le conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron en visite à Moscou, plus de trois ans après l'interruption du dialogue avec la Russie*

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/02/05/macron-envoie-son-conseiller-diplomatique-en-visite-a-moscou_6665496_3210.html

(6) Réponses de Poutine aux questions des médias le 9 mai 2026, traduction en français de Bruno Bertez, mise en ligne le 11 mai 2026

<https://brunobertez.com/2026/05/11/reponses-de-poutine-aux-questions-des-medias/>

Site du Kremlin (en anglais) : *Answers to media questions*

<http://en.kremlin.ru/events/president/news/79718>

(7) *Courrier international*, le 11 mai 2026, *Poutine propose Gerhard Schröder comme médiateur en Ukraine : une feinte pour "provoquer le chaos"*

<https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-alle-magne-poutine-propose-gerhard-schrod>

[er-comme-mediateur-en-ukraine-une-feinte-pour-provoquer-le-chaos_243865](#)

(8) INSA - Sonntagsfrage, 2012-2013, 2013-2017, 2017-2021, Aktuell

<https://www.wahlrecht.de/umfragen/insa.htm>

(9) TASS, le 10 mai 2026, *German coalition discussing Steinmeier mediating in EU-Russia dialogue — magazine*

<https://tass.com/world/2129307>

(10) *Courrier international*, le 11 mai 2026, Noémie Taylor-Rosner, *Royaume-Uni. La pression s'accroît sur Keir Starmer, lâché par plusieurs ministres*

https://www.courrierinternational.com/article/royaume-uni-la-pression-s-accroit-sur-keir-starmer-lache-par-plusieurs-ministres_243907

Source bandeau : Pixabay

Sport : Alain Mimoun, soldat et légende du sport

Category: 1944 : Débarquements en France,2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest
27 mai 2026



Alain Mimoun un sportif légendaire, combattant de la France Libre

Les personnalités françaises qui ont servi la patrie avec bravoure occupent toujours une place particulière dans notre récit national. Dans ce registre, l'histoire poignante d'Alain Mimoun (1921-2013) reste un exemple saisissant à double titre : le célèbre coureur de fond au palmarès impressionnant a manifesté son amour pour la France non seulement sur les champs de bataille mais aussi tout au long de sa prestigieuse carrière sportive.

Le combattant de la France libre et le sportif légendaire

Né le 1er janvier 1921 à Telagh près de Sidi-bel-Abbès, Mimoun réussit brillamment son certificat d'études primaires. Son père, saisonnier agricole, demande une bourse pour que son fils, l'aîné d'une fratrie de sept enfants, puisse devenir instituteur. L'aide financière est refusée. Mortifié, le jeune Mimoun va chercher une autre voie pour obtenir la reconnaissance de ses capacités. à 18 ans, il s'engage dans l'armée française au 19^e régiment du génie à Hussein Dey. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il se distingue sur plusieurs fronts : la campagne de Tunisie contre l'Afrika Korps (novembre 1942- mai 1943) puis la campagne d'Italie dans le corps

expéditionnaire français commandé par le général Juin. Grièvement blessé au pied gauche à Monte- Cassino (janvier 1944) par un éclat d'obus, le caporal Mimoun est sur le point d'être amputé par des médecins américains. Pris en charge par les services médicaux français à l'hôpital militaire de Naples, son membre est finalement sauvé. Rétabli, décoré de la Croix de guerre, il participe au débarquement de Provence le 15 août 1944.

Après la guerre, le caporal miraculé qui a failli perdre une jambe entame une carrière éblouissante de coureur à pied. Son bilan est éloquent : 32 titres de champion de France dont le dernier remporté à 45 ans en 1966 (marathon), 3 médailles d'argent aux Jeux olympiques (10 000 mètres en 1948 à Londres, 5000 et 10 000 mètres en 1952 à Helsinki, à chaque fois derrière l'illustre champion tchèque Emil Zatopek) et surtout une médaille d'or au marathon olympique en 1956 à Melbourne.

[...]

Michel Klen

Saint-cyrien, auteur de plusieurs ouvrages dont « La tragédie de l'Algérie française », « Les ravages de la désinformation », « L'odyssée des mercenaires », ...

Revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN - n°274 - Mars 2026

Découvrez l'extract de la revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN n°274 [en cliquant ICI](#).

Vous souhaitez acheter la revue n°274 traitant le thème de l'intégrité ? Rendez-vous directement dans la boutique de notre site [en cliquant ICI](#).

IA et espionnage : Nouveaux défis stratégiques

Category: 2020-2030,Actualités,Renseignement
27 mai 2026



L'IA pour le renseignement : Son apport et la stricte régulation nécessaire.

En septembre dernier, le Special Competitive Studies Project (SCSP) a publié un rapport très intéressant sur l'impact de l'IA dans les techniques de renseignement : « The Digital case officer ». Il s'agit certes d'une organisation américaine mais ses appels à vigilance restent néanmoins toujours d'actualité car ils nous renseignent sur les possibles utilisations de cette technologie et les inquiétudes (juridiques, éthiques et même politiques) nourries auprès de la population américaine.

Pour évoluer dans ce nouveau paysage, la communauté du renseignement américaine (IC) doit maîtriser les technologies mêmes qui la menacent. L'IA avancée, en particulier les systèmes agents capables d'agir de manière autonome, peut désormais renforcer chaque phase du cycle de recrutement des agents de renseignement humains avec une ampleur et une précision inaccessibles aux seuls humains.

Ces « agents de renseignement numériques » peuvent :- Cibler : synthétiser de vastes ensembles de données pour identifier et hiérarchiser les agents potentiels en fonction de leur accès, de leur motivation et de leur vulnérabilité.- Évaluer et développer : établir des profils psychologiques détaillés à partir d'empreintes numériques et engager des conversations personnalisées et à long terme avec les cibles afin d'établir une relation et une confiance, en utilisant des personnages hyperréalistes. L'IA peut gérer simultanément des centaines de conversations de ce type, une tâche impossible pour un agent humain.- Recruter et gérer : proposer des arguments de recrutement personnalisés en se référant aux griefs ou motivations spécifiques d'une cible et fournir des conseils de sécurité opérationnelle en temps réel aux agents une fois qu'ils ont été recrutés.

[...]

Nicolas Corsi

Membre de l'AASSDN

Revue Services Spéciaux 274 - Mars 2026

Découvrez l'extract de la revue Services Spéciaux de l'AASSDN n°274 [en cliquant ICI](#).

Vous souhaitez acheter la revue n°274 traitant le thème de l'intégrité ? Rendez-vous directement dans la boutique de notre site [en cliquant ICI](#).

[Accord UE /MERCOSUR : Dire non n'est pas suffisant, il faut en tirer les conséquences](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Revue Services Spéciaux (AASSDN),Union Européenne
27 mai 2026



On ne reviendra pas sur le mauvais feuilleton qu'a constitué, depuis la fin des années 1990, la négociation d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. On ne reviendra pas davantage sur son épilogue qui, si prévisible qu'il soit, n'en a pas moins été pitoyable à tous égards, notamment pour nos dirigeants dont l'incapacité à défendre efficacement les intérêts légitimes de notre agriculture dans les enceintes communautaires a été plus que cruellement mise en évidence.

Même s'il faut se garder d'utiliser l'accord UE / MERCOSUR comme bouc-émissaire permettant d'ignorer ou de ne pas traiter les problèmes de compétitivité que rencontre notre agriculture, notamment depuis le tout début des années 2010, il n'en est pas moins révélateur des raisonnements développés et des procédés employés par la Commission européenne pour justifier a priori la négociation d'un nombre croissant d'accords de libre-échange dont le bilan n'est, comme par hasard, jamais tiré une fois qu'ils ont été signés et qu'ils sont entrés en vigueur. Ils sont de plusieurs ordres :

1.1 Alors que l'objectif originel et affiché de la PAC était d'assurer la souveraineté alimentaire de l'Union, la Commission n'en fait plus que peu de cas. Par esprit de système, inconscience ou aveuglement, elle ne pose et ne se pose jamais les seules questions qui vailent : quel intérêt l'Union a-t-elle à importer ce qu'elle est ou ce qu'elle pourrait être capable de produire sur son sol ? Quel intérêt a-t-elle soit à se placer en situation de dépendance, soit à renforcer si peu que ce soit sa dépendance aux importations ? Loin d'être une fin en soi (ce qui est l'intime conviction de la Commission pour des raisons qui sont à la fois d'ordre idéologique et d'ordre institutionnel), la signature d'un accord de libre-échange n'a de sens que si elle permet à l'Union européenne d'importer dans de bonnes conditions (que ce soit en termes de prix ou de santé publique) ce qu'elle ne produit pas ou ce qu'elle produit trop peu.

La Commission a tenté de justifier l'accord avec le MERCOSUR en publiant des chiffres montrant qu'il serait ou qu'il avait toute chance d'être « globalement positif » pour l'Union européenne, la diminution des barrières douanières aidant. Outre qu'elle est, depuis longtemps, coutumière du fait, les chiffres qu'elle invoque sont à la fois fragiles et sujets à caution. D'une part parce que leur fiabilité est approximative, comme l'est, par construction, toute projection à échéance de 10 ou 15 ans. D'autre part parce que les chiffres disponibles sur l'impact potentiel de l'accord sur la croissance de l'Union sont trop faibles, pour ne pas dire trop symboliques, pour être convaincants. Valent-ils vraiment qu'on sacrifie si peu que ce soit les intérêts d'une partie au moins de notre agriculture ? à l'évidence non

[...]

Jacques HELIOT

Membre de l'AASSDN

Revue Services Spéciaux 274 - Mars 2026

Découvrez l'extract de la revue Services Spéciaux de l'AASSDN n°274 [en cliquant ICI.](#)

Vous souhaitez acheter la revue n°274 traitant le thème de l'intégrité ? Rendez-vous directement dans la boutique de notre site [en cliquant ICI.](#)